



LE DEVOIR

Clonage d'un embryon humain

Une première qui n'en serait pas une

L'annonce du laboratoire ACT serait avant tout un bon coup publicitaire

PAULINE GRAVEL
LE DEVOIR

L'annonce en grande pompe de la réussite du clonage des premiers embryons humains serait un bon coup de publicité pour faire mousser la réputation de la société américaine Advanced Cell Technology (ACT), selon les professeurs François Pothier et Marc-André Sirard du département des sciences animales de l'université Laval dont les recherches s'intéressent notamment aux techniques de clonage chez l'animal. D'autant que les résultats publiés par l'entreprise américaine sont très préliminaires, les embryons clonés n'ayant pas survécu au-delà du troisième jour de développement et n'ayant pas dépassé le stade embryonnaire de six cellules.

Produire des embryons de six cellules n'est pas très compliqué, affirment les chercheurs québécois. «L'ovule est déjà programmé pour se rendre jusqu'à huit cellules peu importe la combinaison expérimentée grâce à un processus automatique», précise Marc-André Sirard. L'étape la plus cruciale, celle du stade du «blastocyste», qui est normalement atteinte chez un embryon de sept jours, [lequel possède les fameuses cellules souches], n'a toutefois pas été franchie par ACT.

VOIR PAGE A 8: PREMIÈRE

Le clonage humain est toujours permis au Canada

Le vide juridique est vertement critiqué aux Communes

HÉLÈNE BUZZETTI
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Et si ce n'était pas à Worcester, Massachusetts, mais bien à Montréal, Québec, que des chercheurs avaient réussi à cloner un embryon humain, que leur serait-il arrivé? En un mot: rien. S'il est dans l'intention du gouvernement fédéral de prohiber le clonage humain, autant à des fins de reproduction que de recherche, aucune législation n'est encore en place et seul un moratoire volontaire retient les chercheurs canadiens de s'aventurer sur cette voie.

Ce vide juridique a été vertement critiqué hier à la Chambre des communes.

«90 % des Canadiens sont contre le clonage humain», a rappelé le chef de l'Alliance canadienne, Stockwell Day. Et, malgré les promesses libérales, nous n'avons toujours pas de législation dans ce domaine. Maintenant que le clonage humain est une réalité, le gouvernement va-t-il présenter immédiatement, pas dans sept ans, une législation en vue de bannir toute forme de clonage humain?»

M. Day faisait référence au rapport de 300 pages de la Commission royale d'enquête sur les nouvelles techniques de reproduction qui dort sur une tablette depuis huit ans. La réponse lui est venue du premier ministre Jean Chrétien, quoiqu'avec une erreur de faits.

«Déjà, il y a un projet de loi devant la Chambre qui a été passé, qui est maintenant rendu devant un comité de la Chambre où les députés étudient ce problème. Et le projet de loi indique clairement que le gouvernement — et nous espérons que la Chambre — est opposé au clonage humain.

VOIR PAGE A 8: CLONAGE

■ L'éditorial de Paule des Rivières en page A 6: La course aux clones

INDEX

7	8
Annouces..... B 6	Idées..... A 7
Avis publics... B 5	Le monde..... A 5
Bourse..... B 4	Mots croisés... B 5
Culture..... B 8	Météo..... B 5
Économie..... B 1	Sports..... B 6
Éditorial..... A 6	Télévision..... B 7

Conversion démocratique des églises



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

C'EST DANS la magnifique cathédrale Marie-Reine-du-Monde au centre-ville que le gouvernement et les principales autorités religieuses de Montréal ont annoncé la conclusion d'une entente sur le patrimoine religieux, hier. Cette entente permettra à la population d'avoir son mot à dire lors de la conversion d'églises patrimoniales... mais pas de couvents, monastères, séminaires et autres édifices religieux. Quelques minutes avant l'annonce, le chanoine René Martin déambulait devant le baldaquin de la cathédrale, fidèle réplique du dais de Saint-Pierre-de-Rome au Vatican. Nos informations en page B 8.

Tournant dans la stratégie américaine

Les Marines se déploient près de Kandahar

AGENCE FRANCE-PRESSE, REUTERS

Plusieurs centaines de soldats d'élite américains ont pris position hier dans le sud de l'Afghanistan, à proximité du fief des talibans, Kandahar, dans un défi direct à la milice fondamentaliste déjà chassée du reste du pays.

Ce déploiement au sol, et en force, représente un tournant dans la stratégie américaine, marquée depuis le début de la campagne militaire, le 7 octobre, par des bombardements et des opérations de commandos en soutien aux forces locales antitalibans.

Il est intervenu alors que doit se réunir aujourd'hui à Bonn une première conférence interafghane pour tenter d'organiser une administration multietnique à même de mettre fin à plus de 20 ans de guerre en Afghanistan. (Lire nos informations en page A 5)

Après sept semaines de campagne militaire, les États-Unis disposent d'un contingent d'infanterie destiné à renforcer les Forces spéciales dans leur traque du réseau Al-Qaïda.

Aux abords de Kandahar, les Marines sont chargés d'établir «une base opérationnelle avancée» et leur déploiement depuis ce



JIM HOLLANDER REUTERS

Étendus sur le pont du navire américain Peletiu, des Marines apprennent quelques phrases en farsi quelques heures avant d'être déployés près de Kandahar, en sol afghan.

week-end «se déroule bien», a déclaré hier le chef d'état-major interarmées, Richard Myers.

Nous «disposons maintenant de forces mieux à même de contrôler les routes et principales voies de communications», a relevé le ministre de la Défense.

Les soldats ont débarqué avec des blindés et de l'artillerie aux abords immédiats de Kandahar.

débarqué et que leur nombre atteindrait le millier dans les prochains jours.

Les soldats ont débarqué avec des blindés et de l'artillerie aux abords immédiats de Kandahar.

qu'environ 500 marines ont déjà

VOIR PAGE A 8: STRATÉGIE

Se loger à Montréal: pire qu'à Toronto

Le Québec connaît l'une des plus graves pénuries de logements locatifs de son histoire

JOSÉE BOILEAU
LE DEVOIR

Il est aujourd'hui plus difficile de trouver un logement à Montréal, Hull et Québec qu'à Toronto ou Vancouver — les villes symboles de la pénurie de logements locatifs au Canada. En fait, après Victoria en Colombie-Britannique, les trois villes québécoises ont les pires taux d'occupation au pays.

Selon le rapport annuel de la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL) publié hier, Victoria affiche un taux d'occupation de 0,5 %. Mais Montréal et Hull la talonnent avec un taux de 0,6 %, suivies de Québec, avec un taux de 0,8 % — ex-æquo avec Ottawa. En comparaison, cette année, Toronto a un taux d'occupation de 0,9 % et Vancouver de 1 %.

Concrètement, cela veut dire qu'en octobre — moment où chaque année l'enquête est menée —, il y avait moins de 3000 logements disponibles sur une possibilité de 462 000 à Montréal et seulement 600 sur les 74 000 de Québec.

Au Québec comme au Canada, il s'agit de la pire situation depuis 1987 — moment où la SCHL avait changé la méthode de son enquête annuelle. Mais le choc est particulièrement grand au Québec, plutôt familier des surplus de logements depuis 20 ans. De plus, 2001 marque une baisse importante par rapport à l'an dernier — moment où plusieurs parlaient déjà de crise du logement.

VOIR PAGE A 8: LOGEMENTS

Landry joue les pédagogues à Toronto

«Le séparatisme est mort, bienvenue à la souveraineté-association»

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

Toronto — Le premier ministre Bernard Landry a puisé dans son expérience pédagogique pour livrer, hier, aux gens d'affaires de la Ville Reine un cours de souveraineté-association 101 ou d'union confédérale à l'europpéenne.

«Je sais qu'on vous dit fréquemment que le séparatisme est mort. La plus fameuse utilisation de cette phrase fut faite par Pierre Elliott Trudeau, lui-même, six semaines avant que nous ne soyons élus en 1976», a dit Bernard Landry devant quelques centaines de membres du Board of Trade de Toronto. «Je suis prêt à accepter cette phrase. Le séparatisme est mort, bienvenue à la souveraineté-association. Ce sera la devise de l'avenir.»

La dernière fois qu'un premier ministre du Québec était venu s'adresser à cet auditoire torontois, c'était Jacques Parizeau en 1995. L'accueil réservé à M. Landry fut poli même si, d'évidence, il n'est pas parvenu à convaincre grand-monde parmi cet aréopage argentin. Au groupe de gens d'affaires, s'étaient joints les consuls de la Belgique, de la Bulgarie, des États-Unis, de la France, de l'île de Malte, du Japon et de la Suisse.

Après une première partie de nature économique, M. Landry a pris le sujet à bras le corps en livrant sa vision politique, résumée et simplifiée. D'entrée de jeu, M. Landry a voulu jouer la carte de la franchise, de l'amitié et de la modération. «Respecter quelqu'un, c'est lui dire le fond de sa pensée», a-t-il toutefois prévenu son auditoire. «Oui, je veux que le Québec devienne un pays souverain, mais je ne suis pas, une fraction de seconde, motivé par du ressentiment envers nos amis du reste du Canada, du Canada lui-même ou de leur histoire.»

VOIR PAGE A 8: LANDRY

LE DEVOIR

LE MONDE

Conférence de Bonn sur l'Afghanistan

L'ONU mise gros, les factions attendent peu

Bush accentue ses menaces contre l'Irak

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Le président américain George W. Bush a accentué hier ses menaces contre son homologue irakien Saddam Hussein en lui enjoignant d'accepter le retour en Irak des inspecteurs en désarmement de l'ONU pour prouver qu'il ne cherche pas à acquiescer des armes de destruction massive.

«Pour prouver au monde qu'il ne se dote pas d'armes de destruction massive, il faut qu'il laisse revenir les inspecteurs», a déclaré M. Bush à la presse à la Maison-Blanche. Interrogé sur les conséquences d'un éventuel refus de Saddam Hussein, le président s'est contenté de laisser planer des menaces imprécises: «Il verra bien», a-t-il dit.

Les remarques de M. Bush ont immédiatement relancé les conjectures sur la volonté du président de placer l'Irak dans le collimateur américain, comme deuxième cible de la guerre contre le terrorisme. Les dirigeants irakiens réaffirment régulièrement leur opposition au retour des inspecteurs en désarmement de l'ONU, retirés il y a près de trois ans. «L'Afghanistan est juste le début», a souligné M. Bush en réaffirmant sa doctrine antiterroriste. «Si quelqu'un abrite un terroriste, il est aussi un terroriste. Si des gens cherchent à développer des armes de destruction massive pour les utiliser contre d'autres pays, ils devront rendre des comptes».

Peu après les remarques de M. Bush, la Maison-Blanche s'est employée à souligner qu'elles n'annonçaient pas un durcissement soudain de la politique américaine à l'Irak. «Il n'y a rien de nouveau [...] C'est un rappel de ce qu'il a dit dans le passé à propos de l'Irak et il appartient à Saddam Hussein d'en mesurer la signification», a déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche Ari Fleischer, en réfutant toutes les tentatives de la presse d'y voir une ultime mise en garde à l'Irak.

M. Bush a d'ailleurs lui-même laissé entendre, qu'à ce stade, l'ouverture d'un second front antiterroriste, était prématurée. Mais dans un entretien publié cette semaine par The Economist, il n'a pas caché les sentiments que lui inspirait Saddam Hussein. «Je crois que Saddam Hussein ne prépare rien de bon [...] C'est un homme maléfique [...] Je crois qu'il a des armes de destruction massive [...] Je crois qu'il faut lui demander des comptes et l'obliger à respecter les engagements qu'il avait pris», a-t-il dit en rappelant qu'il avait dans un passé récent eu recours à des armes chimiques contre l'Irak et contre sa propre population.

A diverses reprises depuis l'arrivée de M. Bush à la Maison-Blanche, des voix se sont élevées au sein de son administration sur la nécessité d'en finir enfin avec le régime de Saddam Hussein. Mais les partisans de la manière forte, parmi lesquels figure notamment le secrétaire adjoint à la Défense, Paul Wolfowitz, ont été priés de mettre pour le moment une sourdine à leur campagne. Les dirigeants américains savent que la coalition internationale rassemblée contre le terrorisme ne survivrait sans doute pas dans sa forme actuelle à une offensive militaire américaine majeure contre l'Irak.

D'APRÈS L'AGENCE FRANCE-PRESSE

Bonn — L'ONU veut obtenir le plus vite possible un accord des délégués à la conférence inter-afghane, qui s'ouvre sous ses auspices aujourd'hui à Bonn, et a souligné hier l'urgence d'une solution politique et d'un retour à la sécurité en Afghanistan.

Ahmad Fawzi, porte-parole du représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour l'Afghanistan Lakhdar Brahimi, a exhorté hier, lors d'une conférence de presse, les 28 délégués afghans à trouver un consensus devant aboutir à la mise en place d'une administration transitoire en Afghanistan et à s'entendre sur les conditions du rétablissement de la sécurité.

A propos de la sécurité, il a préconisé l'envoi d'une force multinationale sous mandat de l'ONU, «option la plus viable» compte tenu de la complexité de la situation sur le terrain.

«Il est exclu d'envoyer des Casques bleus», a-t-il ajouté. «A cause de la difficulté du terrain et de la complexité de la situation [...] Il n'y a pas de paix à maintenir» dans le cadre d'une opération de maintien de la paix. Quant à la troisième option envisageable, celle d'une force afghane, elle «serait difficile à mettre en place dans les semaines qui viennent», a expliqué M. Fawzi.

«Occasion en or», «chance historique», l'ONU a eu recours à tous les superlatifs pour tenter de convaincre ces délégués afghans, divisés en quatre groupes, à s'entendre sur l'avenir de leur pays ravagé par plus de vingt ans de guerre.

L'Alliance du Nord, nouveau maître de Kaboul depuis le 13 novembre, a occupé le pouvoir en Afghanistan de 1992-96 laissant derrière elle le souvenir d'une guerre civile qui a fait des milliers de morts et ravagé la capitale afghane. Cette Alliance, qui envoie onze délégués à Bonn, est un rassemblement hétéroclite composée essentiellement de minorités ethniques afghanes (Ouzbeks, Hazaras et Tadjikes). Elle a toutefois inclus trois Pachtounes, principale ethnie en Afghanistan, dans sa délégation à la conférence.

S'entendre «au plus vite»

Outre l'Alliance du nord, appelée aussi Front uni et dont l'équipe sera dirigée par son ministre de l'Intérieur Yunus Qanoni, trois autres groupes d'intérêts afghans sont représentés à Bonn. L'ancien roi d'Afghanistan Zaher Shah a également délégué à Bonn onze délégués, dont son petit-fils Mostapha Zaher et son principal conseiller Abdul Sattar Sirat, qui dirigera cette délégation dite de «Rome». L'ancien monarque vit en exil dans la capitale italienne depuis sa chute en 1973 après 40 ans de règne.

Les deux autres délégations sont celles dites de «Chypre», proche de l'Irak, et de «Peshawar». Cette dernière est emmenée par un leader pachtoune, Sayed Hamed Gailani, basé à Peshawar, ville pakistanaise frontalière avec l'Afghanistan.

Ces 28 hommes et trois femmes auront pour tâche,



Délégués afghans et conseillers allemands à l'aéroport de Bagram, près de Kaboul, hier.

REUTERS

selon M. Fawzi, de s'entendre «au plus vite» sur un gouvernement, «le nom de son chef» et un conseil provisoire avant la tenue d'une «Loya Jirga», états-généraux afghans, chargée de nommer un gouvernement définitif et d'élaborer une nouvelle constitution.

Ces délégués afghans «savent ce que nous avons à offrir, le choix leur appartient», a souligné M. Fawzi en rappelant les «engagements énormes» de la communauté internationale en matière d'aide à la reconstruction de l'Afghanistan.

Pas moins de 18 pays, sans compter l'Union européenne, ont toutefois demandé à être présents à Bonn. Parmi ces pays figurent l'Inde, l'Irak, la Russie ou le Pakistan, fortement engagés en Afghanistan et dont les intérêts divergent radicalement. Leurs délégués ne sont pas autorisés à assister aux débats entre Afghans mais ils auront accès au Petersberg, la résidence des hôtes de l'Allemagne, où a lieu la conférence.

Plusieurs leaders afghans devant participer à la conférence de Bonn ont exprimé des doutes sur la capacité d'aboutir à une situation politique stable en Afghanistan à l'issue de cette réunion.

Ces dirigeants politiques, basés au Pakistan, ont notamment souligné que l'Alliance du Nord ne serait pas prête à abandonner Kaboul, qu'elle a conquise le 13 novembre grâce aux bombardements américains.

«Nous allons à Bonn avec bonne foi et nous espérons que les autres [participants] feront également preuve de sincérité», a déclaré Hamid Gailani, qui a quitté Islamabad hier à la tête d'une délégation de sept membres de

factions soutenant l'ex-roi Mohammed Zaher Shah, un Pachtoune.

Des querelles

M. Gailani a déclaré qu'il était sceptique sur l'éventualité d'un accord politique en raison des dissensions qui sont déjà apparues au sein de l'Alliance du Nord.

Selon lui, les militants de la branche Shoorai-Nazaar du parti Jamiat-Islami du président Burhanuddin Rabbani, qui est revenu à Kaboul, veulent confisquer le pouvoir, tandis que le général ouzbek Abdul Rashid Dostam est favorable à des négociations sur un règlement politique.

Les querelles entre différentes factions de l'Alliance ont débuté avant même le début de la conférence, notamment sur la question de la taille des différentes délégations.

«Malheureusement, nous ne sommes pas optimistes à propos de la conférence de Bonn», renchérit Ghiarar Baheer, un proche collaborateur du leader pachtoune et ancien premier ministre Gulbuddin Hekmatyar. La conférence est placée sous l'égide de l'ONU, mais «l'Amérique est un des principaux acteurs de Bonn», dit-il.

Selon le représentant de M. Hekmatyar, connu pour ses volte-face politiques, «les États-Unis ont utilisé l'Alliance du Nord comme un instrument contre les talibans mais leur objectif principal est de mettre au pouvoir un gouvernement de son choix qui permettra [aux États-Unis] une présence militaire américaine en Afghanistan et d'accroître son influence en Asie centrale».

Sima Wali se veut «porte-parole d'une majorité silencieuse»

FABRICE ROUSSELOT LIBÉRATION

New York — «Les femmes afghanes ont attendu trop longtemps pour être considérées comme des êtres humains. C'est le moment ou jamais d'élever la voix pour participer à la construction d'un nouvel Afghanistan». A 50 ans, Sima Wali dit qu'elle veut être à la conférence de Bonn la «porte-parole d'une majorité silencieuse». Invitée par l'ex-roi Zaher Shah, cette élégante Afghane réfugiée aux États-Unis depuis 1978, est l'une des trois femmes présentes autour de la table des négociations.

«C'est sur, il va falloir s'imposer et ne pas se faire oublier», commente-t-elle depuis Washington, mais j'ai l'habitude de me battre.»

Depuis plus de vingt ans, Sima Wali est ainsi une militante infatigable pour les femmes afghanes. Son pays, cette proche de Zaher Shah a du le quitter après avoir été menacée par le régime communiste au pouvoir avant l'invasion soviétique en 1979. Arrivée à Washington, elle a fondé une organisation baptisée Refugee women in development, et n'a cessé de garder le contact avec l'Afghanistan afin d'essayer d'améliorer la condition de ses contemporaines. En deux décennies, elle a multiplié les voyages sur la frontière pakis-

tano-afghane, afin «d'éduquer clandestinement les femmes sur le monde extérieur» et en leur demandant «d'échanger un maximum d'informations».

«La femme est la première victime de ce qui se passe en Afghanistan depuis un quart de siècle», explique-t-elle. «Quand je suis arrivée aux États-Unis par exemple, tout le monde s'enthousiasmait pour les moudjahidines qui combattaient les russes. Moi, je disais qu'il fallait faire attention, qu'on allait se diriger vers une société religieuse où les femmes n'auraient aucune place. Avec l'arrivée des talibans au pouvoir, j'ai été confrontée au pire des scénarios possibles.»

«Une chose très simple»

Aujourd'hui, Sima Wali parle «d'une occasion historique à saisir». Elle dit n'avoir aucune garantie que l'Alliance du Nord ou les autres parties en présence «veillent réellement écouter son message» mais elle va le délivrer quoi qu'il en soit. «Il ne s'agit pas de renier l'Islam et la religion et d'adopter tout d'un coup les moeurs de l'Occident. Si les femmes veulent porter voile et burqa, elles peuvent le faire. Ce n'est pas un signe d'oppression si c'est elles qui le décident. Ce qu'il faut, c'est revenir à une société équilibrée, où la femme a un rôle, surtout si l'on considère que tout est à refaire désormais en Afghanistan.»

Les joujous chinois coûtent cher... socialement

AGENCE FRANCE-PRESSE

Paris — Âge moyen: 17 à 25 ans. Sexe: féminin. Nationalité: chinoise. Origine: rurale. Salaire: un peu plus de 60 euros (85 \$) par mois. Durée de travail: jusqu'à 16 heures par jour. Métier: ouvrière du jouet pour des multinationales comme Disney, Mattel ou McDonald's.

Le portrait-type de cette ouvrière chinoise a été dressé par l'Organisation humanitaire Asia Monitor Resource Center, qui a interrogé des salariés d'une douzaine d'usines de la province du Guangdong. C'est dans cette région que plus de 6000 usines, employant plusieurs millions de jeunes femmes, fabriquent la majorité des jouets vendus en Occident.

«Arrivant de leur village, elles n'ont l'autorisation de rester en ville que grâce au contrat de leur employeur, qui leur confisque parfois leurs papiers pour les empêcher de démissionner», explique May Wong, porte-parole de l'Organisation, de passage en France cette semaine pour plaider leur cause.

«Elles vivent dans des dortoirs insalubres et bondés, ne disposent que de leur lit pour y entasser tous leurs biens. Après 25 ans, jugées trop vieilles pour travailler, elles tombent souvent dans la prostitution plutôt que de rentrer dans leur village où elles perdraient la face. Payées à la pièce, elles travaillent jusqu'à 16 heures par jour pendant la haute saison».

Car le joyeux Noël occidental se traduit en Chine par une «haute saison», allant de mars à octobre, avec des cadences infernales pour approvisionner les étalages américains et européens.

«Pendant cette période, raconte May Wong, pas question de prendre des vacances, et les congés sont parfois réduits à une demi-journée par mois, comme chez des fournisseurs de McDonald's» (qui fait fabriquer en Chine les gadgets des Happy Meal pour enfants), accuse-t-elle.

Les conditions d'hygiène et de sécurité sont à l'avant pour donner des couleurs vives aux Télétubbies ou aux poupées Barbie, les ouvrières manipulent quantités de produits chimiques souvent sans gants ni masque. Et pendant la basse saison, les travailleuses sont souvent mises à pied sans salaire.

«Nous n'appelons pas au boycott, souligne-t-elle, sauf si vraiment il n'y avait pas d'autre solution. Il faut plutôt que les consommateurs occidentaux fassent pression sur ces entreprises. Nous disons seulement que les multinationales peuvent offrir des salaires décentes, car elles font d'énormes profits».

Mme Wong se méfie aussi des rapports accusateurs. Récemment, McDonald's a rompu ses contrats avec plusieurs fournisseurs critiqués par son organisation, laissant sans travail des milliers de travailleuses. L'organisation a donc décidé de ne plus citer de nom d'usines.

Le seul «progrès» récent, fruit de la pression des militants, est l'adoption par de nombreux groupes occidentaux de «codes de conduite», note Mme Wong. «Mais il ne sont jamais appliqués, s'insurge-t-elle, car les multinationales ne sont jamais impliquées directement dans la production.»

L'Asie détient la part du lion de la fabrication mondiale de jouets.

Faut-il blâmer Mbeki pour la séropositivité des bébés?

AGENCE FRANCE-PRESSE

Pretoria — Le gouvernement sud-africain a été accusé hier devant la Haute Cour de Pretoria de mettre en péril la vie de milliers de nouveau-nés par son refus de mettre à la disposition du public un médicament limitant la transmission du virus du sida de la mère à l'enfant.

Au premier jour du procès intenté au gouvernement, la TAC (Treatment Action Campaign) a dénoncé ce «vice fatal» de la politique du gouvernement en matière de lutte contre la pandémie, dans le pays le plus touché par le virus du sida dans le monde.

D'après l'avocat de la TAC, la principale ONG sud-africaine d'aide aux malades du sida, en Afrique du Sud, «environ 100 000 bébés deviennent séropositifs chaque année et la plupart d'entre eux meurent avant l'âge de cinq ans». D'après les études, l'usage de la Nevirapine, un médicament anti-rétroviral, limite de 50 % la transmission de la mère à l'enfant pour un coût minime et une durée de traitement limitée.

Le gouvernement sud-africain a refusé jusqu'à présent de distribuer les médicaments anti-rétroviraux qu'il juge à la fois inefficaces et toxiques. Le président sud-africain Thabo Mbeki a récemment jugé, devant le Parlement, que ces médicaments étaient «aussi dangereux pour la santé que la maladie qu'ils sont censés traiter».

EN BREF

État d'urgence au Népal

Katmandou (AFP) — Le roi Gyanendra du Népal a déclaré hier l'état d'urgence sur tout le pays, pour faire face à une rébellion maoïste, a annoncé la télévision d'Etat. L'état d'urgence a été décrété à la suite des violences déclenchées par les maoïstes, qui ont fait beaucoup de morts, a ajouté la télévision. Le premier ministre Sher Bahadur Deuba est décidé à combattre les rebelles maoïstes qui ont rompu unilatéralement un cessez-le-feu en vigueur depuis quatre mois. La terreur et la violence déclenchées par les rebelles vendredi, qui durait encore dimanche, ont fait au moins 280 morts dans le pays, parmi lesquels on compte des civils, mais également des membres aussi bien de la rébellion que des forces de l'ordre, selon la radio d'Etat. Les maoïstes ont lancé une guerre civile en 1996 afin de renverser la monarchie constitutionnelle. Cette rébellion a fait depuis cette date quelque 2000 morts.

Émissaires américains au Proche-Orient

Jérusalem (AFP) — Deux émissaires spéciaux américains ont entamé hier en Israël une nouvelle mission de paix qui devrait être confrontée à une escalade des violences et à de profondes divergences entre Israéliens et Palestiniens. Le général à la retraite Anthony Zinni et le secrétaire d'Etat adjoint Williams Burns doivent rencontrer aujourd'hui le premier ministre israélien Ariel Sharon et demain le président palestinien Yasser Arafat. Leur arrivée a été précédée d'un attentat suicide revendiqué par le groupe islamiste Hamas qui a fait un mort, son auteur, et blessé deux militaires israéliens dans la bande de Gaza.

Un journaliste suédois est tué en Afghanistan

Stockholm (AFP) — Un journaliste cameraman de la télévision suédoise a été tué hier soir à Taloqan dans le nord de l'Afghanistan, a rapporté la chaîne TV4 pour laquelle il travaillait. Ulf Stroenberg, 42 ans, a été blessé par balles au cours du cambriolage de la maison où il logeait. Il a succombé à ses blessures peu de temps après l'attaque, a indiqué une porte-parole de TV4 à l'AFP. Plusieurs autres journalistes se trouvaient dans la maison au moment du cambriolage. Aucun n'a été blessé. Cet assassinat porte à huit le nombre de journalistes tués en Afghanistan depuis le début des frappes aériennes américaines le 7 octobre pour abattre le réseau al-Qaïda de ben Laden, soupçonné d'avoir fomenté les attentats du 11 septembre aux États-Unis. Le 11 novembre, deux reporters français de radio, Johanne Sutton et Pierre Billaud, et un photographe allemand, Volker Handloik, avaient péri dans une attaque des forces talibanes contre un convoi de l'Alliance du Nord, à 30 km de Taloqan (nord-est). Huit jours après, le 19 novembre, l'Italienne Maria Grazia Cutuli, correspondante du Corriere della Sera, l'Espagnol Julio Fuentes, envoyé spécial d'El Mundo, le cameraman australien Harry Burton et le photographe d'origine afghane Azizullah Haidari, tous deux employés chez Reuters, ont été contraints par des hommes en armes de quitter leur voiture. Ils ont été tués sur la route entre Jalalabad et Kaboul.

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

STRATÉGIE

SUITE DE LA PAGE 1

Amenés par des hélicoptères partis des porte-aéronefs *Peleliu* et *Bataan* croisant en mer d'Oman, ils ont pris le contrôle d'un aérodrôme proche de Kandahar, selon le Pentagone. Ces troupes devraient participer à la traque d'Oussama ben Laden et d'autres responsables présumés des attentats terroristes du 11 septembre et tenter d'interdire leur fuite vers le Pakistan.

Les Marines peuvent aussi coordonner les raids de l'aviation, couvrir les commandos lancés dans des opérations coups de poing ou participer eux-mêmes à des recherches. Ils apportent aussi une puissance de feu qui faisait défaut jusqu'ici aux forces spéciales américaines, avec leurs engins blindés de transport, hélicoptères d'attaque Super-Cobra et autres avions Harrier à décollage vertical.

Les responsables américains s'attendent à ce que les talibans retranchés dans Kandahar se battent «jusqu'au bout». Pour M. Rumsfeld, le chef des talibans, le mollah Mohammad Omar, n'est pas du genre à se rendre.

Le Corps des Marines, une branche autonome de l'US Navy, constitue le corps expéditionnaire de choix des armées américaines pour contrôler rapidement des zones ennemies. Avec eux, les États-Unis vont maintenant pouvoir passer à la vitesse supérieure et de manière plus large dans leur chasse aux terroristes.

Par ailleurs, après plus de deux semaines de siège, les forces de l'Alliance du Nord sont finalement entrées hier dans la ville de Kunduz, dernier bastion des talibans dans le nord de l'Afghanistan.

Selon l'Alliance, avant la chute totale de la ville, des combats qui auraient fait plusieurs dizaines de morts dans les deux camps, ont opposé dans la matinée ses forces à des poches de résistance, alors que des centaines de talibans, officiellement tous pachtounes, se sont rendus. Des redditions massives avaient déjà eu lieu au cours des derniers jours.

À l'arrivée des forces de l'Alliance, plusieurs milliers de personnes sont descendues dans les rues de Kunduz pour fêter le départ des miliciens islamistes, a constaté un correspondant de l'AFP.

Enquête sur une mutinerie

Les États-Unis enquêtent à la suite des informations selon lesquelles un conseiller américain a été tué au cours d'une révolte d'étrangers alliés des talibans et qui s'étaient rendus à l'Alliance du Nord dans une forteresse dans le nord de l'Afghanistan, a déclaré hier un porte-parole de la coalition antiterroriste à Islamabad.

Lors d'une conférence de presse, le porte-parole de la coalition antiterroriste à Islamabad, Kenton Keith, a démenti en même temps des informations selon lesquelles les prisonniers révoltés auraient été «massacrés» par les soldats de l'Alliance du Nord à la suite de leur révolte dimanche.

300 à 400 talibans étrangers qui s'étaient révoltés dimanche dans la forteresse de Qalae-Jangi à 10 km à l'ouest de Mazaré Charif, ont été tués par l'Alliance du Nord et des bombardements américains, a affirmé hier un commandant de la zone, Shujan Uddin. «Il s'agit d'une cave de la forteresse, sortent pour tirer un mortier puis se mettent à l'abri», a-t-il précisé.

Vers 14h locales hier, l'Alliance a amené un char qui a tiré une salve sur l'ancienne forteresse du général ouzbek Abdul Rashid Dostam, a constaté l'AFP. Des tirs de mortier, des salves de kalachnikovs ont répondu de l'intérieur de la forteresse. Les 500 combattants de l'Alliance entourent la grande forteresse adossée à une montagne. Les membres de l'Alliance ont affirmé que huit d'entre eux ont été tués dimanche lorsque une bombe larguée d'un avion américain contre la forteresse a touché par erreur un de leurs chars.

Les talibans avaient été amenés dans la forteresse après s'être rendus à Kunduz.

Meurtre de Massoud: des arrestations

Enfin, quatorze personnes soupçonnées de faire partie d'une filière islamiste liée au réseau à Al-Qaïda ont été interpellées hier matin, en Belgique et en France, dans le cadre des investigations portant sur l'assassinat du commandant Massoud en Afghanistan, le 9 septembre dernier.

On précise de source policière que les suspects, actuellement entendus, seraient les «animateurs» ou les «complices» d'un réseau de fabrication clandestine de faux documents administratifs.

Le commandant Ahmed Shah Massoud, chef de l'Alliance du Nord, a été tué par deux kamikazes, deux faux journalistes disposant de passeports belges contrefaits et dont la caméra était bourrée d'explosifs.

Le mois dernier, un islamiste égyptien, Yasser el-Siri, a été arrêté en Grande-Bretagne et accusé d'être le commanditaire du meurtre d'Ahmed Shah Massoud. Il est soupçonné d'avoir fabriqué la couverture de journalistes des auteurs de l'assassinat et a été inculpé.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoyé en publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

LOGEMENTS

Dans certaines villes, l'augmentation moyenne du coût des loyers est plus forte que l'inflation

SUITE DE LA PAGE 1

Ainsi, le taux moyen d'inoccupation au Québec est passé de 2,2 % en l'an 2000 à 1,3 % cette année (il est à 1,1 % pour l'ensemble du Canada). De plus, des marchés jusque-là en simple baisse viennent de franchir le cap des 3 %, pourcentage en deçà duquel un marché est considéré en pénurie. À Sherbrooke, par exemple, le taux d'inoccupation est passé en un an de 4,7 % à 2,3 %, à Joliette de 4,2 % à 2,2 %, à Magog de 3,1 % à 1,1 %. Il s'en est suivi dans certaines villes une augmentation moyenne du coût des loyers plus forte que l'inflation: 6 % à Hull, 4,2 % à Montréal, 3,8 % à Québec.

Même au FRAPRU, le Front d'action populaire en réaménagement urbain, on est étonné de ces résultats, pires que ce que le groupe de pression avait estimé — lui qui prévoyait des taux d'inoccupation de 0,8 % à Hull et 1,1 % à Montréal. «S'il y avait encore des gens pour douter de l'existence d'une sérieuse crise du logement au Québec, ces données viennent prouver jusqu'à quel point ils avaient tort», a d'ailleurs signalé l'organisme dans un communiqué. «Ce sont des taux désastreux», précisait hier au *Devoir* François Saillant, du FRAPRU. Selon ce que l'on a compilé, c'est du jamais vu depuis 25 ans.

Parmi les nouveautés, il y a notamment le fait que traditionnellement, dans la région d'Ottawa, c'était la capitale qui vivait la pire pénurie et qui déversait son trop-plein de locataires vers le Québec. Cette fois, la pénurie est pire à Hull, Aylmer et Gatineau qu'à Ottawa. On note aussi, partout, que tous les types d'appartements, les petits (qui avaient jusque-là échappé à la pénurie) comme les grands, affichent des baisses de disponibilité par rapport à l'an passé.

À la SCHL, on précise que l'*Enquête sur le logement locatif* ne porte que sur les habitations du marché privé offrant trois appartements et plus. Peut-être, ajoute-t-on, ne donne-t-elle pas le juste portrait d'une ville comme Montréal, où les propriétaires n'ayant qu'un logement à louer sont fort nombreux. «Ils ont raison: ça fait en sorte que la pénurie est sous-estimée à Montréal, et ça ce sont les fonctionnaires de la Ville qui nous le disent!», répond François Saillant.

La SCHL maintient aussi que le facteur principal qui explique la situation est l'arrivée des jeunes sur le marché du travail et la bonne performance de

l'économie. Mais une analyse plus fine fait plutôt ressortir une multiplicité des facteurs qui, comme *Le Devoir* le démontrait dans une série sur le logement parue cet automne, ont changé pour de bon la face du logement locatif au Québec.

Ainsi, l'éclatement des ménages et le vieillissement de la population viennent gonfler la demande à un moment où les logements coûtent cher à construire. Du coup, les loyers sont si élevés que la classe moyenne préfère devenir propriétaire et que les locataires qui restent — les plus pauvres — ne peuvent pas payer le prix demandé. D'où un désintérêt des investisseurs pour le locatif, sauf les logements de luxe ou pour personnes âgées. La SCHL reconnaît d'ailleurs que, faute de constructions de nouveaux logements, la pénurie n'est pas en voie de se resorber pour l'année qui vient.

«C'est clair qu'on atteint des niveaux de pénurie comme dans les années 40», disait hier Marc Cho, de l'UQAM, spécialiste de l'histoire des crises du logement au Québec. «La différence, c'est qu'à l'époque, 90 % des Montréalais étaient locataires. Aujourd'hui, il n'y a pas de catastrophe pour les gens à revenus moyens. Mais les faibles revenus, eux, ne trouvent rien. C'est donc pour eux qu'il faut des solutions, et vite. Car si on laisse aller le marché, on en a pour vingt ans à redresser la situation.»

Hier, devant ces données, le FRAPRU comme les propriétaires réclamaient un grand débat sur l'habitation au Québec. À la CORPIQ, la Corporation des propriétaires immobiliers du Québec, on mise sur «la réouverture de toute la question du contrôle des loyers» pour relancer l'investissement; au FRAPRU on demande plutôt du logement social, surtout en cette semaine où les ministres responsables de l'habitation au pays se rencontrent à Québec.

Le FRAPRU veut aussi des mesures d'urgence de la part du gouvernement. «La Ville de Montréal, elle, a déjà tiré des leçons de l'été dernier», dit François Saillant. La semaine prochaine, les services d'habitation de la ville rencontreront les organismes communautaires pour se préparer au 1^{er} juillet prochain. C'est une rencontre prévue depuis longtemps, mais les données de la SCHL viennent confirmer qu'on n'est pas trop alarmiste.»

La série «La crise du logement» est accessible sur le site du *Devoir*: www.ledevoir.com

LANDRY

SUITE DE LA PAGE 1

Comme la Suède, Israël ou les États-Unis, le Québec est une nation, a-t-il répété, soulignant que jamais il n'avait entendu dire que l'Ontario était une nation, ni l'Île-du-Prince-Édouard. «Ce n'est pas votre faute si vous ne connaissez pas ce fait», a-t-il dit. Lester B. Pearson reconnaissait l'existence de la nation québécoise, a soutenu M. Landry, mais, par la suite, «toutes sortes de confusions» furent introduites relativement à cette notion, «la plupart du temps par des Québécois», notamment Pierre Elliott Trudeau «qui vous ont dit que non, c'est un groupe d'individus avec la protection de la Charte [des droits et libertés]».

«Je suggère que le Canada fasse ce qu'on a fait avec les nations autochtones», a-t-il dit, rappelant qu'en 1985 le gouvernement de René Lévesque fut le premier à reconnaître l'existence de ces nations ainsi que l'entente, signée récemment «de nation à nation» entre le Québec et les Cris.

Cette nation québécoise est civique; elle est un ensemble composite. «Ce n'est pas une aventure ethnique comme certains le disaient ou l'écrivaient», a-t-il dit. «Et ce que nous voulons, tout comme le reste du Canada, c'est créer une sorte de «melting pot» avec une langue principale.»

«Ne pensez pas que le Québec est un endroit fermé sur le plan des habilités linguistiques. En tout respect, je vous ferai remarquer que Chicoutimi est plus bilingue que Toronto», a répondu M. Landry à un journaliste qui le talonnait sur la question des lois linguistiques au Québec.

M. Landry a défendu son idée d'une union confédérale à l'europpéenne. En réponse à une question posée par un journaliste en présence de l'auditoire à la fin de l'allocation, M. Landry a précisé qu'une telle union permettait une forme de péréquation qu'il s'est engagé à maintenir.

Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le premier ministre s'est fait demander de clarifier sa déclaration sur le 11 septembre et la souveraineté, ce qu'il a refusé de faire en renvoyant le journaliste à sa déclaration écrite. Sa recommandation de lire le dernier ouvrage du journaliste Norman Lester, *Le Livre noir du Canada anglais*, fut l'objet de questions. «J'espère qu'ils vont le publier en anglais [...] au nom de la vérité», a-t-il dit.

Dans la partie économique de son discours, M. Landry a indiqué que la dette du Québec de 100 milliards ne l'inquiétait guère car, dans quelques années, la valeur d'Hydro-Québec, à elle seule, va équivaloir à cette somme. «Hydro-Québec s'est transformée année après année en une machine à imprimer de l'argent» en raison de l'amortissement des barrages, a fait valoir M. Landry.

PREMIÈRE

La technologie employée par ACT avait déjà conduit à la naissance de la brebis Dolly en Écosse et du taureau Starbuck à Saint-Hyacinthe

SUITE DE LA PAGE 1

Leur annonce ne démontre donc pas une nouveauté. Après cinq à sept jours de développement, l'embryon, alors appelé «blastocyste», compte une centaine de cellules organisées en une sphère dont le cœur est à l'origine du fœtus alors que la périphérie servira à la production du placenta. Or, c'est au creux de ce blastocyste que l'on puise les cellules souches dites totipotentes, puisqu'elles peuvent potentiellement se différencier en une multitude de cellules différentes, allant des cellules neuronales aux cellules cardiaques ou pancréatiques.

La société ACT n'est probablement pas le seul laboratoire à avoir réussi une telle expérience, affirme François Pothier avant d'ajouter que l'annonce faite par ACT visait peut-être aussi à tâter le terrain auprès du gouvernement américain afin de savoir s'il vaut la peine de continuer à investir dans ce type de recherche étant donné que l'interdiction du clonage, autant reproductif que thérapeutique, n'a pas encore force de loi aux États-Unis.

La technologie de clonage employée par ACT n'est en effet pas nouvelle puisqu'elle a notamment conduit à la naissance de la brebis Dolly en Écosse et du taureau Starbuck à Saint-Hyacinthe. Dans les laboratoires d'ACT au Massachusetts, on a d'abord extrait le noyau des ovules prélevés chez des femmes qui s'étaient portées volontaires pour l'expérience. On lui a ensuite substitué une cellule cutanée de type fibroblaste (ou simplement son noyau) provenant de personnes qui auraient en terme besoin d'une greffe de cellules particulières en raison d'une maladie incurable ou d'une lésion causée par une crise cardiaque. «Lors de la fusion de l'ovule dénucléé avec le noyau de ce fibroblaste, l'ovule reprogramme son bagage génétique de telle sorte qu'il n'est plus celui d'une cellule de la peau, mais redevient disponible pour construire un individu complet», explique François Pothier. «Bien que l'on introduise l'information génétique d'une cellule adulte dans l'ovule, l'horloge biologique de la cellule fusionnée est remise à zéro», ajoute Raymond Lambert, professeur d'obstétrique et de gynécologie du CHUL.

Une fois que l'embryon aura atteint le stade du blastocyste, on pourra en extirper des cellules souches que l'on métamorphosera en cellules neuronales, cardiaques ou pancréatiques en leur adjoignant des facteurs de croissance particuliers. Ces cellules pourront ensuite être greffées chez le malade sans que son système immunitaire ne les rejette, car elles sont biologiquement et génétiquement identiques à toutes ses autres cellules, souligne le Dr Lambert. C'est justement cet avantage que revendiquent les chercheurs d'ACT en rappelant que les cellules souches extraites d'embryons surnuméraires (issus de fécondations *in vitro* effectuées pour des couples infertiles) provoquent l'incontournable phénomène de rejet que l'on surmonte très difficilement à l'aide de médicaments immunosuppresseurs.

Dérapiage vers un clonage reproductif

Mais bien qu'ACT ait expérimenté cette technique de clonage dans un but thérapeutique, il n'en demeure pas moins que la même technique pourrait également servir au clonage reproductif, soit à la création d'un être humain complet. «ACT utilise exactement la même technique que pour cloner un être humain», explique Raymond Lambert, sauf qu'au lieu de transplanter l'embryon obtenu dans l'utérus d'une femme qui le portera jusqu'à terme et donc engendrera un clone, on cultive l'embryon *in vitro* jusqu'au stade du blastocyste, à partir duquel on peut extraire des cellules souches. Et on détruit l'embryon une fois les cellules souches prélevées.

«La possibilité de dérapiage est bel et bien présente...», ajoute le chercheur qui s'oppose catégoriquement au clonage, même thérapeutique, en raison de ce danger. Surtout qu'il existe maintenant d'autres possibilités, souligne-t-il. On trouve en effet des cellules souches dans la grande majorité des tissus et des organes du corps humain adulte.

CLONAGE

SUITE DE LA PAGE 1

C'est la position du gouvernement et ce sera bientôt la position de la Chambre si l'opposition réalise qu'il y a déjà un bill devant la Chambre et le comité.» M. Chrétien a dû modifier ses propos par la suite, car, en fait, ce n'est qu'un avant-projet de loi qui a été présenté en mai dernier. Il a été envoyé directement en comité à des fins de consultations. Lorsqu'il aura entre les mains les recommandations du comité, le gouvernement déposera un projet de loi en bonne et due forme.

«Je m'attends à ce que le comité soit prêt à déposer le rapport peut-être au mois de décembre ou au mois de janvier et, après cela, on va considérer le rapport et les recommandations et agir le plus tôt possible», a précisé le ministre de la Santé, Allan Rock.

Alors si les chercheurs ayant réussi à cloner un humain avaient été basés au Canada, auraient-ils été accusés ou sanctionnés? «Non, pas en ce moment», a admis M. Rock.

Le ministre ne croit pas pour autant que la découverte des chercheurs américains ait ébranlé le moratoire volontaire et incité les chercheurs canadiens à entreprendre des travaux similaires. «J'espère que non, mais c'est une des raisons pour lesquelles nous avons proposé un projet de loi. C'est pour avoir une loi et pas seulement un moratoire volontaire.»

Le document d'intention du gouvernement énumère une série de 13 pratiques qui seraient interdites et punissables par des peines maximales de 10 ans de prison et des amendes maximales de 500 000 \$. Le clonage d'embryons humains, à des fins de recherche ou de reproduction, est du nombre tout comme la fabrication d'embryons à des fins de recherche.

«Les cellules souches venant d'adultes ont une grande plasticité, une polyvalence supérieure à ce que l'on avait imaginé, dit-il. Des cellules souches puisées par exemple dans la peau peuvent se différencier en divers types de cellules. L'adulte possède des cellules qui peuvent jouer un rôle thérapeutique comparable à celui qu'offrent les cellules embryonnaires.»

À l'échelle internationale, l'annonce faite par la société ACT a suscité l'indignation. Plusieurs considèrent cette «utilisation d'embryons humains comme une pure source de pièces de rechange pour guérir des maladies». La plupart des pays européens se sentent de plus en plus pressés d'adopter des législations destinées à interdire tout clonage humain, de peur que le clonage à des fins thérapeutiques ne glisse vers un clonage reproductif. Le gynécologue italien Severino Antinori, qui avait présenté à des scientifiques américains en août dernier ses projets de clonage humain pour soulager des couples infertiles, s'est en l'occurrence dit plus que jamais décidé à faire avancer son expérience...

Restaurant Gutenberg – cuisine française qui fait bonne impression

☎ CE MIDI: Entrée + Tartare de saumon aux herbes fraîches + dessert • 15\$

☎ Repas d'affaire à organiser? Demandez notre salon privé.


359, av. du Président-Kennedy (coin de Bleury) • ☎ Place des Arts • Tél.: 285-8686 • gutenberg@qc.airs.com

LE DEVOIR

LES SPORTS

Etat de la réserve collective de sang

La réserve de sang: 5 jours
Groupes sanguins en demande aujourd'hui
B -
A -
Info-collecte: 832-0873



HORS-JEU

C'est drôle

C'est drôle pareil. Il y avait 65 255 adultes consentants au match de la coupe Grey et je n'en ai pas entendu un seul dire que le Stade olympique était situé trop dans l'est de la ville. Même les anglos qui croient qu'il leur faut se munir d'un gilet pare-balles pour aller de l'autre côté du boulevard Saint-Laurent ne se sont pas plaints.

C'est drôle pareil. Personne non plus ne se lamente que le Grand Prix de Formule 1 de l'île Notre-Dame est situé trop dans le sud. Personne ne chiale que les Internationaux de tennis du parc Jarry sont situés trop dans le nord. Personne ne râle que l'Omniium canadien de golf de l'île Bizard est situé trop dans l'ouest.

Des quatre grands événements sportifs qui se déroulent à Montréal, aucun n'a lieu au centre-ville. Aucun n'est situé proche de quoi que ce soit. Pas de restaurants alentour. Pas de bars. Pas de clubs de danseuses. Pas de bureaux pleins de gens d'affaires dynamiques. Pas de décor de gratte-ciels au crépuscule avec le coucher de soleil qui dit bonjour à la montagne.

Et pourtant, ça marche. Aussi, est-ce qu'on pourrait s.v.p. arrêter de les casser avec ces «ooooohhhh!» mais si on ne va pas au centre-ville on va tous mourir?

C'est pas l'endroit qui compte. C'est ce qu'on y montre. Mettez les Alouettes à 4-14, et vous verrez combien le joli stade Percival-Molson rira tout à coup moins sous les coloris de l'automne et combien on notera tout à coup plus ces bancs de ciment, ces toilettes exigües et cet éloignement de la station de métro.

À part ça, que se passe-t-il de bon dans l'actualité sportive? Ceci, tenez: Dennis Rodman, l'ancien basketteur aux cheveux quatre tons et au corps bariolé de pied en cap, tente d'acquiescer un restaurant dans le secteur de Los Angeles.

Dans ce restaurant, Rodman voudrait aussi aménager une section où seraient offerts des services de tatouage et de piercing. Quelle perspective alléchante, s'avaler un spag sauce tomate pendant que la voisine se fait arranger le sourcil.

Il paraît, selon des sources, que le département d'hygiène de la Californie a émis des réserves sur le projet. Il paraît aussi que Rodman s'en fout.

A part ça, le *New York Times* rapportait le 7 novembre — mieux vaut tard que jamais pour vous rapporter les choses essentielles — qu'une toile de peintre

Fernand Léger, *The Four Builders Against a Yellow Ground*, a été vendue pour 5,7 millions \$US lors d'un encan tenu par la maison Phillips, de Pury & Luxembourg, de Manhattan (il paraît qu'ils servent des petits fours à hurler).

L'acheteur? Ha ha. Devinez. Bien oui: Jeffrey Loria.

A noter que cet achat a eu lieu le 5 novembre, soit la veille de l'annonce par le baseball majeur de son intention de dissoudre deux équipes, dont probablement nos Expos, moyennant une compensation substantielle. M. Loria savait-il donc déjà que certaines liquidités filaient bon train dans sa direction générale? Mystère et nerfs en boule. En tout cas, ça sent le louché. Et question de louché, des rumeurs en provenance de Fort Nauderdane font état d'un investisseur «mystérieux» qui serait sur le point d'acheter les Marlins de la Floride. Qui cela pourrait-il donc bien pouvoir être?

Bien oui: Jeffrey Loria. On dissout les Expos, et Loria se sert du fric pour acquérir les Marlins de John Henry, qui lui-même achète les Angels d'Anaheim de Disney qui n'en veut plus. Et si la dissolution ne fonctionne pas tout de suite because les poursuites judiciaires et autres tracasseries, on laisse quand même Loria prendre les Marlins et les ligues majeures gèrent les Expos pendant une dernière saison avant de les achever, ou de les envoyer à Washington.

Avouons que c'est quand même bien ficelé. Et il y a un sacré avantage pour nous Montréalais: ne plus jamais voir ni entendre David Samson.

Dimanche, l'Uruguay est devenu le 32^e et dernier pays à se qualifier pour la prochaine Coupe du monde de soccer. Samedi, ce sera le tirage au sort des groupes. Sentez-vous déjà cette fébrilité vous démanger la zone de réparation? Vous êtes bien mieux.

J'y reviendrai jeudi, mais en attendant, une historiette. Défaits par l'Uruguay en barrage, les Australiens rataient pour la troisième fois de suite une qualification *in extremis*. En 1997, avec 14 minutes à jouer au match Australie-Iran, un loustic nommé Peter Hore s'était précipité sur le terrain, retardant le match de 10 minutes et permettant à l'Iran de se regrouper et de surmonter un déficit de 0-2. Hore est connu pour «intervenir» dans plusieurs événements, des Jeux olympiques de Sydney à l'Open australien de tennis. Mais cette fois, on s'est assuré, lors du premier match contre l'Uruguay, que Hore ne nuirait pas: on l'a enfermé dans un asile psychiatrique après qu'il eut sauté sur la piste d'un défilé de mode.

Les Socceros ont bien remporté ce match aller, 1-0, mais une défaite de 3-0 dimanche les a éliminés.

jdion@ledevoir.com

Les propriétaires du baseball reprennent leurs discussions

Une décision au sujet des Expos reste improbable

ASSOCIATED PRESS

New York — Le commissaire Bud Selig obtiendra probablement une prolongation de son mandat, aujourd'hui, à la réunion des propriétaires du baseball majeur qui aura lieu à Chicago. Il risque toutefois de n'y avoir aucune décision officielle au sujet des Expos de Montréal ou des Twins du Minnesota.

Le 6 novembre, les propriétaires ont décidé d'éliminer deux formations d'ici le début de la saison 2002, mais ils n'ont pas précisé leur identité. Les Expos et les Twins sont les candidats les plus probables, mais le processus de dissolution a été considérablement ralenti depuis qu'un juge du Minnesota a décrété une injonction temporaire qui forcerait les Twins à jouer au Metrodome l'été prochain.

Selon un officiel haut placé du baseball majeur, Selig ne voudrait pas demander aux propriétaires de prendre quelque décision que ce soit tant et aussi longtemps que cette injonction sera valide.

Les Twins et le baseball majeur ont demandé à la Cour supérieure du Minnesota de revoir l'injonction le plus rapidement possible, en espérant obtenir une audience d'ici le 7 décembre au plus tard.

Selon le même officiel du baseball, Jeffrey Loria,

le propriétaire des Expos, aurait discuté avec John Henry, le propriétaire des Marlins, mais n'aurait conclu aucune entente pour l'instant.

Henry a exprimé le désir d'acheter les Angels, mais les pourparlers n'ont pas avancé et il semble maintenant que Henry aimerait devenir un investisseur minoritaire au sein du groupe de Tom Werner, qui tente de prendre le contrôle des Red Sox de Boston.

Tandis que les Twins et les Expos attendent de savoir s'ils seront encore là l'an prochain, Selig restera probablement en place pour plusieurs années encore. Il avait reçu un mandat de cinq ans à titre de commissaire au mois de juillet 1998 et il semble qu'on demandera aux propriétaires de prolonger l'entente d'au moins trois années, selon un officiel du baseball.

Par ailleurs, les joueurs et les propriétaires ont toujours de la difficulté à s'entendre au sujet de la date de l'audience où l'arbitre Shyam Das pourra entendre le grief logé par le syndicat des joueurs. Ces derniers estiment que la décision du 6 novembre viole les termes de la convention collective, maintenant échu, et que les propriétaires ne peuvent dissoudre d'équipes sans le consentement du syndicat.

Il est fort probable que l'arbitre devra lui-même choisir la date de l'audience.

COUPE GREY

Une semaine de rêve pour le football canadien

MICHEL LAJEUNESSE
PRESSE CANADIENNE

Le match de la finale de la coupe Grey, dimanche, devant 65 255 spectateurs au Stade olympique est venu en quelque sorte clôturer la renaissance du football à Montréal et au Québec au grand plaisir des dirigeants du football canadien.

Larry Smith, président des Alouettes, est l'un des grands artisans de cette renaissance. Il n'était pas peu fier de son coup... et pour cause.

La finale de la coupe Grey s'est toujours voulue une grande fête pancanadienne. Quand elle a été présentée à Montréal par le passé, les Montréalais y ont toujours participé bien volontiers.

Mais la grande fête du football avait disparu de Montréal depuis 1985. Le défi de Smith et de ses collaborateurs était de faire de l'événement ce qu'il avait fait des Alouettes, à qui il a permis de renaitre de leurs cendres, eux qui s'étaient même exilés aux États-Unis.

La tâche semblait tellement facile il y a quelques mois quand les Alouettes connaissaient un début de saison fracassant. La fièvre du football avait gagné Montréal.

La finale de la coupe Grey allait être une fête grandiose, vu que les Alouettes étaient certains, ou presque, d'y participer. Tout baignait dans l'huile.

Mais les Alouettes ont connu une fin de saison atroce, ils ont perdu huit matchs de suite, ont



PETER JONES REUTERS

La finale de la coupe Grey s'est toujours voulue une grande fête pancanadienne.

congédié leur entraîneur et ont connu une grave crise interne.

L'inquiétude au sein de la Ligue canadienne commençait à grandir. Mais c'était mal connaître Smith, un leader-né, un rassembleur.

Vrai que la fierté se lisait sur son visage quand on l'a rencontré dans la loge des Alouettes au Stade olympique quelques minutes avant le botté d'envoi. Ce ne sont pas juste les Montréalais qu'il a ramenés au football canadien, mais tous les Québécois.

À tel point que le ministre fédéral Denis Coderre parle maintenant d'appuyer la candidature éventuelle de Québec pour une concession dans la LCF et qu'il an-

nonce des subventions de 4,3 millions pour les rénovations du Stade Percival Molson.

«Vous savez, je ne suis pas seul, nous étions toute une équipe», dira d'abord Larry Smith. *Nous avons parcouru des milliers de kilomètres dans tout le Québec. Nous sommes allés de Sept-Îles, à Mont-Joli, à Asbestos pour rassembler tout le monde. L'autre jour au Village de la coupe Grey, j'ai vu quatre gars de Calgary assis à la même table que quatre Québécois. Les uns ne parlaient pratiquement pas le français, les autres parlaient très peu l'anglais. Pourtant, ils participaient à la même fête, ils partageaient la même joie d'être à la coupe Grey et ils étaient devenus des amis.*

HOCKEY

ASSOCIATION DE L'EST

Section Nord-Est						
	G	P	N	DPBP	BC	Pts
Toronto	13	6	2	3	67	53 31
Ottawa	12	7	3	0	74	55 27
Boston	11	7	3	2	54	52 27
Montréal	11	8	2	1	55	57 25
Buffalo	10	13	1	1	65	64 22

Section Atlantique

N.Y. Islanders	15	5	2	1	69	55 33
N.Y. Rangers	14	9	1	1	73	72 30
Philadelphie	10	7	5	0	64	50 25
Pittsburgh	9	9	3	2	47	57 23
New Jersey	9	8	2	2	54	57 22

Section Sud-Est

Caroline	11	9	4	2	62	67 28
Tampa Bay	9	11	1	1	45	47 20
Washington	9	12	2	0	60	70 20
Floride	6	12	2	3	49	65 17
Atlanta	5	13	2	2	48	84 14

ASSOCIATION DE L'OUEST

Section Centrale

Detroit	20	3	1	1	88	58 42
Chicago	12	7	6	0	75	70 30
St. Louis	10	8	3	1	56	51 24
Nashville	9	11	3	0	63	65 21
Columbus	6	12	5	1	47	68 18

Section Nord-Ouest

Calgary	13	4	2	69	53 32	
Edmonton	14	7	3	1	69	49 32
Minnesota	9	9	4	2	63	72 24
Vancouver	11	13	2	0	69	67 24
Colorado	11	12	1	0	50	51 23

Section Pacifique

San Jose	9	7	4	3	60	58 25
Dallas	8	7	6	3	60	66 25
Phoenix	9	8	3	5	61	61 24
Los Angeles	7	11	3	2	62	63 19
Anaheim	7	14	3	0	53	70 17

Hier

Aucun match

Aujourd'hui

Tampa Bay à Boston, 19h00
N.Y. Rangers à Buffalo, 19h00
Washington à N.Y. Islanders, 19h00
Phoenix à Columbus, 19h00
Caroline à Toronto, 19h30
Atlanta à Montréal, 19h30
New Jersey à Pittsburgh, 19h30
Calgary à Detroit, 19h30
Ottawa à St. Louis, 20h00
Vancouver à Minnesota, 20h00
Floride au Colorado, 21h00
Nashville à San Jose, 22h30

Demain

Buffalo à Washington, 19h00
Vancouver à Chicago, 20h30
Edmonton à Anaheim, 22h30

EN BREF

La blessure de Lemieux semble grave

Canonsburg, Pennsylvanie (AP) — La guérison de Mario Lemieux, qui est blessé à la hanche, ne devrait être qu'une question de jours. Mais les jours sont devenus des semaines et les Penguins de Pittsburgh ne semblent toujours pas savoir à quel moment leur joueur-propriétaire reviendra au jeu. Lemieux n'a pas disputé de match depuis le 14 novembre, contre les Islanders de New York. Il en était alors à une troisième rencontre après en avoir raté cinq à cause d'une arthroscopie à la hanche. Il est possible que Lemieux ait précipité son retour, puisqu'il a alors recommencé à ressentir des douleurs à la hanche.

Téléphone: 985-3322
Télécopieur: 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel: petitesannonces@ledevoir.com

I • N • D • E • X
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100 • 150 Achat-vente-échange
160 • 199 Location
- 200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
200 • 250 Achat-vente-échange
251 • 299 Location
- 300 • 399 MARCHANDISES
- 400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
- 500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
- 600 • 699 VÉHICULES

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8 H 30 À 17 H 00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: **985-3322**
Télécopieur: **985-3340**

Conditions de paiement: cartes de crédit



160
APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

SPÉCIAL NOËL! Centre-ville. Bail 6 mois, nouveaux immeubles exclusifs! Non-mobilié: 900\$+m. 932-5855www.adrres-select.com

164
CONDOMINIUMS À LOUER

CONDO MEUBLÉ AU PIED des pentes du Chanteclerc. À louer à l'année ou à la saison. (450)229-9190

MANOIR ST-SAUVEUR. Luxueux condos, loyers, sdb privée/chambres, stat. int. Saisonnier. Service hôtelier disponible. Location corporative bienvenue. (514) 217-5126

QUÉBEC - JARDINS MÉRÉCI 2 c.c., 1 100 p.c., unité en coin, rénovation. Vue fleuve et boisé. Parking int. 1 450\$. (418) 572-4422(jour). (418) 875-1209 (soir)

210
COMMERCES À VENDRE

LIBRAIRIE FRANCOPHONE à Kingston, Ont. (613)542-1151 http://libromanie.definitely.ca

259
ESPACES COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS À LOUER

ESPACES INDUSTRIEL & COMM. à louer. Idéal pour ateliers: de 500 à 5 000 p.c., près métro, adjacent canal Lachine. (514) 932-4850

259
ESPACES COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS À LOUER

MAGNIFIQUES LOFTS commerciaux à louer près Canal Lachine. Chauffage, éclair. incl. (514) 932-4850

307
LIVRES ET DISQUES

BONHEUR D'OCCASION Librairie d'expérience achetée à domicile philosophie, sciences, littérature et beaux-arts. Livres anciens ou rares 4487, rue De La Roche 914-2142

307
LIVRES ET DISQUES

BOUQUINERIE ST-DENIS(4075) achetée à domicile: arts, BD, photo, littérature. Serv. rapide. 288-5567

450
EMPLOIS DIVERS

TRADUCTEURS(TRICES) vers le français. Français impeccable. Tout diplôme universitaire accepté. Expérience. De 46 000\$ à 90 000\$/année. Traductions à faire exclusivement dans nos bureaux de TORONTO (416) 975-5252 poste 305

575
DÉMÉNAGEMENTS

G. JOUDOIN TRANSPORT INC. Déménagements de tous genres. Spécialité: appareils électriques. Assurance complète. 253-4374

695
AUTOMOBILES

AUDI A6 - 2.8 - 2000 Tiptronic. 45 000km., bleu, cuir. Vente ou balance de bail. (450)771-8261

101

PROPRIÉTÉS À VENDRE

ILE D'ORLEANS
Maison tricentenaire restaurée
Meubles (418) 829-2723

103

CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS

OUTREMONT condo 2 800 p.c. 2 étages, 3 c.c., 2 s. de b., foyer, 3 terrasses, garage, rénové au complet. 345 000\$. 274-0854

115

EXTÉRIEUR DE MONTRÉAL

ST-DENIS SUR RICHELIEU maison complète réno. 3 riv., clim., 10 pces. 2 sb 60000 pc. Zoné vert Foyer + 2 bâtiments 157 000\$. 514 220-9625

125

HORS FRONTIÈRES

COSTA RICA
A vendre ou à louer, jolie maison dans village sur la playa Tambor. (450)442-4469

160

APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

6358 de Gaspé, 5^e ét., haut duplex, 2 c.c. fermées, salon double. Rénové. 600 \$/m. (n.c.). Libre 15 déc. (514) 274-3431

160

APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

CARRÉ ST-LOUIS sur Laval, superbe 6 1/2 ds maison unique, boiseries, balcons. 2 250\$ 843-7314

V. SAINT-LAURENT - 6 pièces (2 alc) haut de duplex, près services, face parc. Libre 15 déc. 650 \$/m. (514) 761-8055

VIEUX MONTRÉAL
Luxueux 2 1/2, loggia avec vue sur jardin privé, foyer. 800\$. 849-5125

160

APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

DISCRIMINATION INTERDITE
La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et/à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

160

APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

OUTREMONT, haut duplex, grand 7 1/2 ensoléillé, 5 électros, pl. bois franc, foyer. Près écoles, métro et services. Libre. Pas d'animaux. Famille calme. 2 000\$ 945-6621

Près U de M. Rue calme, superbe haut duplex, 7 1/2 rénové, pl. bois, 3 électros, balcons, garage. Près serv., 1^{er} lev., 1600\$/mois chauffé. (514) 735-0970

PARIS
Spacieux appartements ensoléillés. À partir de 3 000\$ sem. (514) 645-4425

MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

CANTONS DE L'EST, près Eastman, panorama exceptionnel, tranquillité, sem. mois. (514) 481-8352

160

APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

QUÉBEC - JARDINS MÉRÉCI 2 c.c., 1 100 p.c., unité en coin, rénovation. Vue fleuve et boisé. Parking int. 1 450\$. (418) 572-4422(jour). (418) 875-1209 (soir)

170

HORS FRONTIÈRES À LOUER

PARIS
Spacieux appartements ensoléillés. À partir de 3 000\$ sem. (514) 645-4425

175

MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

CANTONS DE L'EST, près Eastman, panorama exceptionnel, tranquillité, sem. mois. (514) 481-8352

170

HORS FRONTIÈRES À LOUER

PARIS
Spacieux appartements ensoléillés. À partir de 3 000\$ sem. (514) 645-4425

175

MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

CANTONS DE L'EST, près Eastman, panorama exceptionnel, tranquillité, sem. mois. (514) 481-8352

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable